

Sur proposition du Ministre de l'Economie et des Consommateurs,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 1^{er} avril 2007 relatif à la procédure et aux règles pratiques relatives au fonctionnement de la Commission d'éthique pour la fourniture de services payants via des réseaux de communications électroniques est abrogé.

Art. 2. A l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « qui n'ont pas qualité d'agent de l'Etat au sens de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant statut des agents de l'Etat, » sont abrogés;

2° les mots « d'une durée de deux heures et demie au moins » sont remplacés par les mots « à laquelle ils sont présent »;

3° le chiffre « 125 » est remplacé par le chiffre « 250 »;

4° le chiffre « 12,5 » est remplacé par le chiffre « 75 ».

Art. 3. L'article 7, § 3, alinéa trois, du même arrêté est complété par un 4°, libellé comme suit :

« 4° le service public chargé de la protection des joueurs dans le cadre de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs ».

Art. 4. A l'article 12, alinéa deux, et à l'article 29, alinéa deux, du même arrêté, les mots « du rapport du secrétariat sur le dossier, de la réplique éventuelle du prestataire de services concerné » sont insérés entre les mots « des documents introduits » et les mots « et, le cas échéant ».

Art. 5. A l'article 27, § 3, alinéa premier, et l'article 28, § 1^{er}, du même arrêté, les mots « si le dossier ne peut être transmis par e-mail » sont à chaque fois supprimés.

Art. 6. A l'article 27, § 5, alinéa premier, du même arrêté, les mots « si l'invitation ne peut être transmise par e-mail » sont supprimés.

Art. 7. L'article 40 du même arrêté est abrogé.

Art. 8. Le ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 janvier 2013.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie et des Consommateurs,
J. VANDE LANOTTE

Op de voordracht van de Minister van Economie en Consumenten,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 1 april 2007 betreffende de procedure voor en de praktische regels in verband met de werking van de Ethische Commissie voor het aanbieden van betalende diensten via elektronische-communicatienetwerken wordt opgeheven.

Art. 2. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « die geen lid zijn van het Rijkspersoneel in de zin bepaald door het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel, » worden geschrapt;

2° de woorden « die minstens twee en een half uur duurt » worden vervangen door de woorden « waarop zij aanwezig zijn »;

3° het getal « 125 » wordt vervangen door het getal « 250 »;

4° het getal « 12,5 » wordt vervangen door het getal « 75 ».

Art. 3. Artikel 7, § 3, derde lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bepaling onder 4°, luidende :

« 4° de overheidsdienst belast met de bescherming van de spelers in het kader van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers. ».

Art. 4. In artikel 12, tweede lid, en artikel 29, tweede lid, van hetzelfde besluit worden telkens de woorden « het verslag van het secretariaat over het dossier, van de repliek van de betrokken dienstenaanbieder » ingevoegd tussen de woorden « de ingediende stukken » en de woorden « en, in voorkomend geval ».

Art. 5. In artikel 27, § 3, eerste lid, en artikel 28, § 1, van hetzelfde besluit worden telkens de woorden « indien het dossier niet per e-mail kan worden verzonden » opgeheven.

Art. 6. In artikel 27, § 5, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « indien de uitnodiging niet per e-mail kan worden verzonden » geschrapt.

Art. 7. Artikel 40 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 8. De minister bevoegd voor Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 januari 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie en Consumenten,
J. VANDE LANOTTE

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2013/11073]

29 JANVIER 2013. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 14 novembre 2003 relatif à l'activité d'assurance sur la vie

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, les articles 16, § 1^{er}, alinéa 3, 19, 20 et 96, § 1^{er}, 2° et 3° et § 2;

Vu l'arrêté royal du 14 novembre 2003 relatif à l'activité d'assurance sur la vie;

Vu l'avis de la Commission des Assurances, donné le 14 décembre 2012;

Vu l'avis de la FSMA, donné le 14 décembre 2012;

Vu l'avis de la Banque Nationale de Belgique, donné le 11 décembre 2012;

Vu l'urgence motivée par la circonstance qu'après le 21 décembre 2012, il n'est plus autorisé d'effectuer une distinction entre les hommes et les femmes pour la détermination des primes et prestations en assurance vie;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2013/11073]

29 JANUARI 2013. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 november 2003 betreffende de levensverzekeringsactiviteit

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen, de artikelen 16, § 1, derde lid, 19, 20 en 96, § 1, 2° en 3° en § 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 november 2003 betreffende de levensverzekeringsactiviteit;

Gelet op het advies van de Commissie voor Verzekeringen, gegeven op 14 december 2012;

Gelet op het advies van de FSMA, gegeven op 14 december 2012;

Gelet op het advies van de Nationale Bank van België, gegeven op 11 december 2012;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat vanaf 21 december 2012 er geen verder onderscheid mag gemaakt worden tussen mannen en vrouwen bij de vaststelling van premies en prestaties in de levensverzekeringen;

Vu l'avis n° 52.618/1 du Conseil d'Etat donné le 15 janvier 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie et des Consommateurs,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose la Directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité entre les hommes et les femmes dans l'accès à des biens et services et la fourniture des biens et services, suite à l'arrêt C-236/09 de la Cour de Justice de l'Union européenne du 1^{er} mars 2011.

Art. 2. A l'article 24 de l'arrêté royal du 14 novembre 2003 relatif à l'activité d'assurance sur la vie les modifications suivantes sont apportées:

1. le paragraphe 5 est remplacé comme suit :

« § 5. Pour les opérations de genre vie, les taux de survie ne sont pas inférieurs :

1° pour les opérations dont le risque est situé en Belgique,

a) à ceux issus de la table de référence XR, pour les nouveaux contrats conclus à compter du 21 décembre 2012 et pour lesquels une distinction fondée sur le sexe n'est pas permise conformément à la loi du 10 mai 2007 luttant contre la discrimination entre les femmes et les hommes. Il en est de même pour les nouveaux contrats qui ont été conclus au ou après le 21 décembre 2012, pour lesquels la loi précitée permet tout de même une distinction sur base du sexe mais qui n'a pas été appliquée;

b) à ceux issus des tables de référence MR ou FR, selon que l'assuré est de sexe masculin ou féminin, pour les autres contrats;

2° pour les opérations dont le risque est situé à l'étranger, aux taux de survie imposés par la législation du pays du risque à ses propres entreprises d'assurances ou, à défaut, aux taux de survie correspondant à la mortalité de ce pays.

Par nouveau contrat, on entend un nouveau contrat au sens de l'article 10, § 1^{er}, alinéas 3 à 5 et l'article 12, § 3, alinéas 4 et 5, de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes, tel que modifié par la loi du 19 décembre 2012.

Les tables de référence MR, FR et XR sont déterminées à partir de la formule et des constantes figurant dans l'annexe 1^{er}. »;

2. le paragraphe 6 est remplacé comme suit :

« § 6. Pour les opérations de genre décès, les taux de mortalité ne sont pas inférieurs :

1° pour les opérations dont le risque est situé en Belgique :

a) à ceux issus de la table de référence XK, pour les nouveaux contrats conclus à compter du ou après le 21 décembre 2012 et pour lesquels une distinction fondée sur le sexe n'est pas permise conformément à la loi du 10 mai 2007 luttant contre la discrimination entre les femmes et les hommes. Il en est de même pour les nouveaux contrats qui ont été conclus au ou après le 21 décembre 2012, pour lesquels la loi précitée permet tout de même une distinction sur base du sexe mais qui n'a pas été appliquée;

b) à ceux issus des tables de référence MK ou FK, selon que l'assuré est de sexe masculin ou féminin, pour les autres contrats;

2° pour les opérations dont le risque est situé à l'étranger, aux taux de mortalité imposés par la législation du pays du risque à ses propres entreprises d'assurances ou, à défaut, aux taux de mortalité correspondant à la mortalité de ce pays.

Par nouveau contrat, on entend un nouveau contrat au sens de l'article 10, § 1^{er}, alinéas 3 à 5 et l'article 12, § 3, alinéas 4 et 5, de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes, tel que modifié par la loi du 19 décembre 2012.

Les tables de référence MK, FK et XK sont déterminées à partir de la formule et des constantes figurant dans l'annexe 1^{er}. »

Gelet op het advies nr. 52.618/1 van de Raad van State, gegeven op 15 januari 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Economie en Consumenten

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit zet Richtlijn 2004/113/EG van de Raad van 13 december 2004 houdende toepassing van het beginsel van gelijke behandeling van mannen en vrouwen bij de toegang tot en het aanbod van goederen en diensten om, ingevolge het arrest C-236/09 van het Hof van Justitie van de Europese Unie van 1 maart 2011.

Art. 2. In artikel 24 van het koninklijk besluit van 14 november 2003 betreffende de levensverzekeringsactiviteit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. paragraaf 5 wordt vervangen als volgt :

«§ 5. Voor de verrichtingen van het type leven zijn de overlevingskansen niet kleiner dan :

1° voor de verrichtingen waarvan het risico in België gelegen is, die welke voortvloeien

a) uit de referentietafel XR, voor de nieuwe overeenkomsten die op of na 21 december 2012 worden gesloten en waarvoor een onderscheid op grond van het geslacht niet toegelaten is overeenkomstig de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen. Hetzelfde geldt voor de nieuwe overeenkomsten die op of na 21 december 2012 worden gesloten, waarvoor overeenkomstig voornoemde wet een onderscheid op grond van het geslacht weliswaar is toegelaten maar niet wordt toegepast;

b) uit de referentietafels MR of FR, naargelang de verzekerde van het mannelijke of het vrouwelijke geslacht is, voor de andere overeenkomsten;

2° voor de verrichtingen waarvan het risico in het buitenland gelegen is, de overlevingskansen die door de wetgeving van het land van het risico aan zijn eigen verzekeringsondernemingen opgelegd worden of, bij ontstentenis, de overlevingskansen die overeenstemmen met de sterfte van dat land.

Onder nieuwe overeenkomst wordt verstaan een nieuwe overeenkomst in de zin van artikel 10, § 1, derde tot vijfde lid en artikel 12, § 3, vierde en vijfde lid van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen, zoals gewijzigd bij de wet van 19 december 2012.

De referentietafels MR, FR en XR worden bepaald met de formule en de constanten die in bijlage 1 vermeld zijn. »;

2. paragraaf 6 word vervangen als volgt :

« § 6. Voor de verrichtingen van het type overlijden zijn de sterfttekansen niet kleiner dan:

1° voor de verrichtingen waarvan het risico in België gelegen is, die welke voortvloeien:

a) uit de referentietafels XK, voor de nieuwe overeenkomsten die op of na 21 december 2012 worden gesloten en waarvoor een onderscheid op grond van het geslacht niet toegelaten is overeenkomstig de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen. Hetzelfde geldt voor de nieuwe overeenkomsten die op of na 21 december 2012 worden gesloten, waarvoor overeenkomstig voornoemde wet een onderscheid op grond van het geslacht weliswaar is toegelaten maar niet wordt toegepast;

b) uit de referentietafels MK of FK, naargelang de verzekerde van het mannelijke of het vrouwelijke geslacht is, voor de andere overeenkomsten;

2° voor de verrichtingen waarvan het risico in het buitenland gelegen is, de sterfttekansen die door de wetgeving van het land van het risico aan zijn eigen verzekeringsondernemingen opgelegd worden of, bij ontstentenis, de sterfttekansen die overeenstemmen met de sterfte van dat land.

Onder nieuwe overeenkomst wordt verstaan een nieuwe overeenkomst in de zin van artikel 10, § 1, derde tot vijfde lid en artikel 12, § 3, vierde en vijfde lid, van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen, zoals gewijzigd bij de wet van 19 december 2012.

De referentietafels MK, FK en XK worden bepaald met de formule en de constanten die in bijlage 1 vermeld zijn. »

Art. 3. L'annexe 1^{er} du même arrêté est complété comme suit :

«Les tables de mortalités XR et XK sont déterminées comme suit :

Art. 3. Bijlage 1 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« De sterftetafels XR en XK worden vastgesteld als volgt :

Age — Leeftijd	Nombre de survivants — Aantal overlevenden	
	XR	XK
0	1.000.000	1.000.000
1	999.539	999.153
2	999.077	998.303
3	998.614	997.451
4	998.148	996.596
5	997.681	995.737
6	997.211	994.874
7	996.738	994.007
8	996.263	993.136
9	995.785	992.258
10	995.303	991.375
11	994.818	990.484
12	994.328	989.586
13	993.833	988.679
14	993.333	987.763
15	992.827	986.836
16	992.315	985.897
17	991.796	984.945
18	991.268	983.979
19	990.732	982.996
20	990.187	981.995
21	989.630	980.974
22	989.062	979.931
23	988.481	978.863
24	987.885	977.768
25	987.273	976.642
26	986.643	975.483
27	985.994	974.286
28	985.323	973.049
29	984.628	971.765
30	983.907	970.431
31	983.156	969.041
32	982.374	967.589
33	981.555	966.069
34	980.698	964.472
35	979.797	962.792

Age — Leeftijd	Nombre de survivants — Aantal overlevenden	
	XR	XK
36	978.847	961.019
37	977.845	959.143
38	976.785	957.154
39	975.660	955.039
40	974.463	952.787
41	973.188	950.382
42	971.827	947.808
43	970.369	945.048
44	968.807	942.084
45	967.127	938.894
46	965.320	935.455
47	963.371	931.742
48	961.267	927.728
49	958.991	923.382
50	956.526	918.673
51	953.853	913.565
52	950.952	908.019
53	947.800	901.994
54	944.372	895.445
55	940.640	888.324
56	936.576	880.578
57	932.147	872.153
58	927.318	862.990
59	922.052	853.027
60	916.308	842.198
61	910.041	830.436
62	903.205	817.670
63	895.749	803.829
64	887.618	788.839
65	878.756	772.629
66	869.101	755.129
67	858.590	736.271
68	847.155	715.996
69	834.729	694.252
70	821.240	670.997
71	806.618	646.205
72	790.789	619.869
73	773.685	592.004

Age — Leeftijd	Nombre de survivants — Aantal overlevenden	
	XR	XK
74	755.239	562.652
75	735.388	531.885
76	714.079	499.814
77	691.267	466.586
78	666.920	432.395
79	641.024	397.476
80	613.585	362.112
81	584.633	326.628
82	554.227	291.389
83	522.461	256.792
84	489.465	223.253
85	455.409	191.193
86	420.506	161.023
87	385.017	133.118
88	349.244	107.802
89	313.531	85.320
90	278.256	65.824
91	243.827	49.360
92	210.661	35.861
93	179.175	25.150
94	149.766	16.958
95	122.787	10.942
96	98.527	6.723
97	77.194	3.910
98	58.893	2.139
99	43.620	1.093
100	31.260	517
101	21.595	224
102	14.319	89
103	9.071	31
104	5.461	10
105	3.106	3
106	1.658	1
107	825	0
108	379	0
109	160	0
110	61	0
111	21	0

Age — Leeftijd	Nombre de survivants — Aantal overlevenden	
	XR	XK
112	6	0
113	2	0
114	0	0
115	0	0
116	0	0
117	0	0
118	0	0
119	0	0
120	0	0 »

Art. 4. Le présent arrêté prend effet le 21 décembre 2012.

Art. 5. Le ministre qui a les Assurances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 janvier 2013.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie et des Consommateurs,
J. VANDE LANOTTE

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 21 december 2012.

Art. 5. De minister bevoegd voor Verzekeringen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 januari 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie en Consumenten,
J. VANDE LANOTTE

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

VLAAMSE OVERHEID

[C – 2013/35089]

26 OKTOBER 2012. — Besluit van de Vlaamse Regering tot uitvoering van diverse bepalingen van het decreet van 28 april 1998 betreffende het Vlaamse integratiebeleid

De Vlaamse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen, artikel 20;

Gelet op het decreet van 28 april 1998 betreffende het Vlaamse integratiebeleid, artikel 11, 8°, a) en 12, vervangen bij het decreet van 30 april 2009, gewijzigd bij het decreet van 6 juli 2012 en artikel 27/3, § 1, ingevoegd bij het decreet van 30 april 2009, gewijzigd bij het decreet van 6 juli 2012, artikel 28, tweede lid, 29 en 30, vervangen bij het decreet van 30 april 2009, vervangen bij het decreet van 6 juli 2012;

Gelet op het decreet van 30 april 2009, tot wijziging van het decreet van 28 april 1998 inzake het Vlaamse beleid ten aanzien van etnisch-culturele minderheden, artikel 41;

Gelet op het decreet van 15 juli 2011 houdende vaststelling van de algemene regels waaronder in de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaamse Gewest periodieke plan- en rapporteringsverplichtingen aan lokale besturen kunnen worden opgelegd, artikel 4 § 2, 8, 10 en 11;

Gelet op het decreet van 6 juli 2012 tot wijziging van diverse bepalingen van het decreet van 28 april 1998 betreffende het Vlaamse integratiebeleid en het decreet van 30 april 2009 tot wijziging van het decreet van 28 april 1998 inzake het Vlaamse beleid ten aanzien van etnisch-culturele minderheden, artikel 7 en artikel 14 tot 17 en artikel 23 en 24;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 15 juli 2002 betreffende de erkenning en subsidiëring van de centra en diensten voor het Vlaamse minderhedenbeleid;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 12 november 2010 met betrekking tot de uitvoering van het decreet betreffende het Vlaamse integratiebeleid;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor de begroting, gegeven op 4 juli 2012;

Gelet op het advies 52.045/3 van de Raad van State, gegeven op 9 oktober 2012, met toepassing van artikel 84, § 1, 1°, van de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;